



# Prêt Mobilité

## FORMULAIRE DE DEMANDE DE PRÊT

disponible sur le site [www.pretmobilite.fr](http://www.pretmobilite.fr)

pour toute demande de prêt déposée au service ministériel chargé de l'action sociale à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008



### 1/ DEMANDEUR

Je soussigné(e) :  
 NOM de naissance : ..... Prénom : .....  
 NOM d'usage : .....  
 Né(e) le : ..... / ..... / ..... à : .....  
 Ministère : .....  
 Code Ministère : \_ \_ \_  
 Service d'affectation : .....  
 Département d'affectation : \_ \_ \_ Exerce la majeure partie de mes fonctions en ZUS : OUI  NON

### 2/ LOGEMENT(S)

#### 2.1. Adresse au moment de la demande :

N° : ..... Rue, Av., Bd : .....  
 Code postal : .....  
 Ville : .....  
 Bâtiment : .....  
 Escalier : ..... Etage : ..... N° porte : .....  
 Téléphone : .....

DATE DE SIGNATURE DU BAIL : ..... / ..... / .....

MONTANT DU DÉPÔT DE GARANTIE : \_ \_ \_ \_ \_ €

MONTANT DES FRAIS D'AGENCE : \_ \_ \_ \_ \_ €

#### 2.2. Adresse du logement faisant l'objet de la demande (si différente)

N° : ..... Rue, Av., Bd : .....  
 Code postal : .....  
 Ville : .....  
 Bâtiment : .....  
 Escalier : ..... Etage : ..... N° porte : .....

DATE D'ENTRÉE DANS LE LOGEMENT : ..... / ..... / .....  
(faisant l'objet de la demande)

MONTANT DES FRAIS DE DEMENAGEMENT : \_ \_ \_ \_ \_ €

**Demande à bénéficier du Prêt Mobilité d'un montant de \_ \_ \_ \_ \_ €**

### 3/ ÉLIGIBILITÉ

#### 3.1 Au titre de l'aide à l'installation des personnels (AIP)

- Fonctionnaire civil stagiaire / titulaire de l'État
- Magistrat stagiaire, magistrat
- Article 27 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984
- PACTE
- Ouvrier d'État

Montant du Revenu Fiscal de Référence (RFR) du demandeur y compris, le cas échéant, de celui de son conjoint, partenaire ou concubin (avis d'impôt ou de non imposition afférent à l'année n-2) : \_ \_ \_ \_ \_ €

Nombre de revenus au foyer du demandeur (année n) : 1  2

#### 3.2 Au titre d'un changement de résidence suite à une mobilité à l'initiative de l'administration :

- Dans les conditions définies à l'article 18 du décret n°90-437
  - Fonctionnaire civil titulaire de l'État
  - Magistrat
- Qui s'inscrit dans un projet professionnel défini conjointement avec l'administration
  - Fonctionnaire civil titulaire de l'État
  - Magistrat

### 4/ AUTRES

Je suis marié(e), pacsé(e) ou vis en concubinage avec un agent de l'État et nous sommes co-signataires du bail : OUI  NON

Si oui, j'atteste être l'unique demandeur du Prêt Mobilité pour le logement mentionné au point 2 du présent formulaire.

Colocation et co-signature du bail : OUI  NON

Si oui, j'atteste sur l'honneur avoir engagé \_ \_ \_ \_ \_ € au titre du dépôt de garantie, des frais d'agence et des frais de déménagement pour le logement faisant l'objet de la demande.

J'atteste sur l'honneur ne pas bénéficier d'une indemnité représentative de logement, ne pas être attributaire d'un logement de fonction et ne pas être accueilli en foyer logement.

Fait à : ..... le : ..... / ..... / .....

Signature du demandeur (attestant l'exactitude des renseignements ci-dessus)

### Pièces à fournir :

- 1) Copie complète du bail ou, à défaut, attestation du bailleur
- 2) Justificatif des frais d'agence
- 3) Justificatif des frais de déménagement : copie des factures ou attestation

Agents présentant une demande au titre de leur éligibilité à l'aide à l'installation des personnels :

- 4) Copie de l'avis d'impôt sur les revenus ou de non-imposition de l'année n-2
- 5) Attestation du supérieur hiérarchique (de l'administration d'accueil) de l'agent (modèle en annexe)

Agents présentant une demande au titre d'un changement de résidence suite à une mobilité à l'initiative de l'administration :

- 4) Copie de l'arrêté établissant que l'agent entre bien dans l'une des catégories visées du décret n°90-437 du 28 mai 1990 ou à défaut attestation du service du personnel le certifiant ou attestation du supérieur hiérarchique (administration d'origine) certifiant que la mobilité s'inscrit dans le cadre du parcours professionnel de l'agent (modèle en annexe)

**LE DEMANDEUR ADRESSERA CE FORMULAIRE ACCOMPAGNÉ DES PIÈCES JUSTIFICATIVES À SON SERVICE MINISTÉRIEL CHARGÉ DE L'ACTION SOCIALE**